

"Être ou ne pas être de gauche, là est la question"... qui n'intéresse plus personne en France en dehors de la classe média-politique



Mais pourquoi donc le débat public se focalise-t-il tant sur une question qui ne fait plus sens ?

Avec Christophe de
Voogd

"Monsieur le Président, êtes-vous encore de gauche ?" Cette semaine encore, sur France Inter, un journaliste, avec l'insistance douceuse d'un inquisiteur dominicain, a de nouveau posé LA question à François Hollande. Lequel, comme pétrifié devant le totem ainsi brandi, s'est replié dans ses habituelles circonvolutions rhétoriques.

LA question, récurrente à propos de Manuel Valls et d'Emmanuel Macron ("Sont-ils vraiment de GAUCHE" ?), resurgit une énième fois à travers les dispositions (supposées) de la future loi El Khomri sur le Code du travail, véritable "loi de droite", entend-on partout, et bien au-delà de la gauche.

Curieuse interrogation, en vérité, si l'on y regarde de près : pour en mesurer la pertinence, il suffit d'appliquer le test de la symétrie rhétorique. L'auteur de cette chronique, étant un libéral impénitent, s'y livre d'autant plus volontiers qu'il n'est ni d'un camp, ni de l'autre. Or, a-t-on jamais entendu les médias interroger Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy pour savoir s'ils étaient "encore de droite" ? A y bien réfléchi pourtant, leur politique a beaucoup laissé à désirer, du principe de précaution à l'aménagement des peines, quant au respect des valeurs de droite. Pourtant la seule question, surtout pour le deuxième d'entre eux, a toujours été : "n'est-il pas d'extrême-droite ?" : cf. le discours de Grenoble.

Ce test de la symétrie rhétorique offre d'ailleurs une variante très productive que l'on pourrait appeler "le TEST SARKOZY". Avant de parler de "Hollande bashing", il faut toujours s'interroger sur ce qu'auraient été les commentaires devant des décisions similaires de son prédécesseur : état d'urgence et déchéance de la nationalité, par exemple... Dissymétrie de traitement qui est également patente dans le refus têtu de tout bilan comparé des deux quinquennats, aussi médiocres aient été les résultats du premier.

Autre variante de cette asymétrie rhétorique : l'expression "droitisation", dont on n'entend jamais le pendant, "gauchisation". Quand le gouvernement adopte la loi Alur, le compte-pénibilité ou le tiers-payant généralisé, personne n'évoque une "gauchisation" de sa politique. Non, celle-ci est tout simplement "de gauche".

Cette absence de symétrie s'explique par la connotation évidente des mots de gauche et de droite dans le langage média-politique dominant. Si "être ou ne pas être de gauche" est à ce point un enjeu fondamental, c'est qu'il est a priori entendu que la gauche, c'est le camp du bien, du vrai et du "progrès". La droite, celui de l'inégalité, du droit du plus fort et de la "réaction". Ce référentiel est d'autant plus impératif qu'il est implicite, véritable inconscient du débat public, plaçant d'entrée de jeu l'homme de droite sur la défensive.

Certes, les choses commencent à bouger et l'on voit de plus en plus de personnalités de droite s'afficher comme telles. Mais l'on

continue à s'étonner que la droite française défende l'ordre, la famille et la nation, qui constituent pourtant son ADN historique ; et, dès qu'elle le fait, elle se voit accusée de "courir après le Front national".

Ce qui revient à dire, dans un parfait sophisme, que la droite a un tort fondamental : ne pas être de gauche.

Mais voilà que toutes les enquêtes d'opinion montrent que cette rhétorique n'intéresse plus du tout les Français. Avec l'insolence qui les caractérise, les voilà qu'ils se contrefichent qu'une politique soit "de gauche" ou "de droite" ; les voilà qu'ils préfèrent la question : cette politique est-elle efficace ? A quoi, ne l'oublions jamais, s'ajoute aussi une autre préoccupation : cette politique est-elle équitable ? Ce qui est tout autre chose qu'égalitaire.

Eh oui ! Les Français considèrent que c'est l'entreprise et non l'Etat qui crée les emplois ; que la solidarité n'est pas l'assistanat ; et que le droit à la différence n'implique pas la différence des droits. Ils s'indignent d'un système où les rentes de situation s'abritent derrière "le modèle social à la française" ; où le service public est trop souvent le "sévice public" ; et "l'intérêt général", le paravent des corporatismes les plus égoïstes et des conservatismes les plus archaïques.

Qui sait ? Avec la prochaine campagne présidentielle, peut-être aurons-nous droit dans les médias à d'autres questions : "quelle est votre diagnostic de l'état du pays ?" ; "quelle est votre vision de son avenir ?" ; "votre programme est-il réalisable ?" ; "peut-il rassembler une majorité de Français ?"

Rêvons un peu...